

LE CHEF
DU
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

Berne, le 8 avril 1991

Note d'information aux
membres du Conseil fédéral

J'ai l'avantage de vous transmettre ci-joint mon rapport sur la mission économique mixte en Corée du Sud et à Singapour.



Mission économique en Corée du Sud et à Singapour

Je viens d'effectuer une visite en Corée (1-4 avril) et à Singapour (4-7 avril). J'étais notamment accompagné de l'Ambassadeur de Pury, du Président du Vorort Borgeaud ainsi que d'une quinzaine de chefs d'entreprise et de présidents d'associations faïtières.

L'objectif de ma visite, une première suisse dans la région, était - comme cela avait déjà été le cas en 1990 lors de ma visite au Brésil - de manifester le désir de la Suisse de développer sa présence dans des régions économiquement dynamiques hors d'Europe, à un moment où la Suisse court le danger, tant politiquement qu'économiquement, de se concentrer de manière excessive sur ses intérêts européens. L'objectif de ma visite était aussi de relancer notre coopération économique avec deux économies particulièrement dynamiques d'Asie orientale et, pour ce qui est de la Corée, de contribuer au règlement d'un nombre important de problèmes bilatéraux délicats.

Mes deux visites furent un plein succès. En Corée, je fus reçu à déjeuner par le Président de la Corée et eus des entretiens avec les Ministres du Commerce et de l'Industrie, des Finances et des Affaires étrangères et avec le Vice-Premier Ministre chargé de l'Economie. Des contacts avec l'économie privée coréenne et une excursion auprès de la délégation suisse à Panmunjom complétèrent la partie coréenne du voyage. A Singapour, je me suis entretenu avec le Premier Ministre, avec l'ancien Premier Ministre (Lee Kuan Yew) qui reste membre du Gouvernement, avec les Ministres du Commerce, des Finances, de l'Education et des Affaires étrangères ainsi qu'avec le Gouverneur de la Banque Centrale. Dans les deux capitales, la délégation a rencontré la colonie suisse et plus particulièrement les nombreux représentants de l'économie suisse.

A une époque où l'économie mondiale et en particulier les économies de la zone OCDE montrent des signes d'essoufflement, à un moment où le décollage économique de l'Amérique latine se révèle plus difficile que prévu et où l'Europe de l'Est, fraîchement libérée, est plongée dans une crise de transition profonde, l'essor impressionnant et continu de l'Asie orientale est particulièrement spectaculaire et économiquement bienvenu. J'ai pu constater tant à Séoul qu'à Singapour que le dynamisme économique de la zone du Pacifique se confirme comme un des éléments les plus marquants et prometteurs de l'avenir de l'économie mondiale. A la tête de ce mouvement se trouvent, outre le Japon, des pays tels que la Corée, la Thaïlande, la Malaisie, Taiwan, Hong Kong, l'Indonésie et bien entendu Singapour, qui avec un tiers des habitants de la Suisse exporte plus que tous ses partenaires de l'ASEAN pris ensemble et a ravi à notre pays la place de troisième centre financier mondial.

Alors que Singapour, un peu comme Hong Kong, a réussi sa percée grâce à une politique d'ouverture économique agressive, raison pour laquelle il n'existe pas de contentieux bilatéral entre Singapour

- 2 -

et la Suisse, il n'en va pas de même de la Corée. Ce pays a suivi l'exemple du Japon il y a quinze ans et a conquis les marchés mondiaux en protégeant son économie naissante derrière des barrières de toutes sortes. Malgré de gros efforts récents de libéralisation, le nombre de problèmes bilatéraux qui encombrant les relations helvético-coréennes reste impressionnant.

C'est ainsi qu'à Séoul, j'ai passé une bonne partie de mon temps à négocier des dossiers bilatéraux, alors que les entretiens de Singapour ont été l'occasion d'un vaste tour d'horizon sur le développement économique de la région, sur les mouvements de coopération régionale en voie d'éclosion, sur l'Uruguay Round du GATT et sur les relations entre l'OCDE et les économies dynamiques d'Asie.

A Séoul, soutenu par les représentants du secteur privé suisse, j'ai notamment abordé les dossiers bilatéraux suivants : accès des trois grandes banques suisses au marché coréen des titres (une percée semble avoir été obtenue dans ce domaine), tarifs et taxes élevés frappant un nombre important de produits suisses (horlogerie notamment), obstacles non tarifaires dans le secteur des textiles, protection de la propriété intellectuelle, problèmes fiscaux de même que les difficultés rencontrées par nos deux plus grandes multinationales (Nestlé et ABB). Dans l'ensemble, ma visite semble avoir décrispé nos relations bilatérales avec Séoul et avoir fait substantiellement avancer nos dossiers. Contrairement à la menace et au chantage qui sont les arguments classiques utilisés par les "Grands" (US, Japon, CE) en Corée, je me suis employé à faire ressortir auprès des autorités coréennes la communion d'intérêt de nos deux pays face à un monde de plus en plus dominé par les grands blocs commerciaux. Un "follow-up" très intense sera nécessaire pour faire fructifier toutes les démarches entreprises durant ma visite. En outre, le Président Roh a invité la Suisse à participer à l'exposition de Taejon en 1993.

Quant aux autres sujets abordés, à Singapour en particulier mais aussi à Séoul, il convient surtout de relever la quasi-identité de vues entre Berne, Singapour et Séoul en ce qui concerne le Cycle de l'Uruguay du GATT. Autant les Coréens que les Singapouriens sont frappés, sinon consternés, par le manque total d'élan dont souffre actuellement l'Uruguay Round. Leur attitude est un mélange de combativité axée vers une reprise aussi rapide que possible de la négociation au niveau politique et de résignation face au manque d'intérêt des Grands. C'est ainsi d'ailleurs que l'avant-scène tant à Séoul qu'à Singapour est, comme en Europe et à Washington, occupé par l'intégration régionale. C'est là un phénomène inquiétant, car - nous l'avons constaté avec nos partenaires asiatiques - la seule coalition pro-multilatéralisme qui subsiste est celle des moyennes puissances commerciales n'appartenant encore à aucun bloc, c'est-à-dire l'AELE, l'ASEAN, la Corée, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et éventuellement le Canada. Si les membres de cette coalition perdent l'espoir et se rabattent sur un régionalisme introverti, l'économie mondiale, en manque de croissance, pourrait amèrement s'en repentir d'ici l'an 2000.

- 3 -

Cela dit, le régionalisme type "Asie" (l'APEC - Asian Pacific Economic Cooperation - et aussi, bien qu'avec quelques réserves, le projet malaisien d'une zone économique de l'Asie orientale) est loin d'être introverti. Les pays de l'Asie et du Pacifique sont - contrairement à l'Europe - des commerçants éminemment mondiaux, conscients de l'avantage qui en résulte pour leur compétitivité économique. Ces mêmes pays recherchent d'ailleurs des alliances face aux blocs en émergence. Mon message tant à Séoul qu'à Singapour a été : créons avec vous une alliance mondiale pro-multilatéralisme. Ce message a été bien reçu.

Quant à l'OCDE, j'ai pu constater que Séoul se prépare à une adhésion, alors que Singapour, plus développé pourtant que la Corée, n'envisage pas pour l'instant une telle démarche. La raison en est la volonté politique de ne pas se démarquer par rapport aux autres pays de la région, notamment ceux de l'ASEAN.

En conclusion, le périple en Corée et à Singapour m'a confirmé qu'il y a dans cette partie du monde des trains qui partent et qui pourraient partir sans la Suisse, si notre pays n'entreprend pas un gros effort de présence accrue. Rater ces trains signifierait pour la Suisse une perte de compétitivité économique d'ici l'an 2000. Car seule une économie qui se mesure sur le marché le plus compétitif du monde pourra être compétitive en Europe en l'an 2000. S'ajoute à cela que la Suisse a aussi des raisons politiques de lutter contre la régionalisation (européanisation) excessive de ses relations économiques extérieures.

AZ